



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Logement

A l'issue de leur 10^{ème} rencontre informelle, à Graz, les 22 et 23 octobre 1998, sur le thème "Les effets du secteur du logement et de la réhabilitation d'habitations sur l'emploi", **les ministres du logement de l'Union Européenne** ont publié un communiqué final qui rappelle que la politique du logement relève de la compétence des Etats membres individuels, d'une part, que la lutte contre le chômage tient une place centrale dans les activités de l'Union Européenne, d'autre part, et, enfin, que 26 millions d'emplois dépendent du secteur du bâtiment, directement ou indirectement.

Le communiqué redit que:

- la construction de logements contribue de façon importante à la création et au maintien de l'emploi ;
- la réhabilitation et la modernisation, ainsi que l'amélioration du voisinage des habitations présentent une multitude d'opportunités dans ce domaine ;
- les "nouveaux services" du logement sont susceptibles de créer une dynamique en matière de politique sociale et d'emploi.

Dans ces conditions, les ministres :

- confirment leur demande que la Commission favorise la coopération entre les Etats membres, ainsi que l'échange d'informations, à intervalles réguliers, à la fois qualitative et quantitative ;
- considèrent que tous les moyens doivent être mis en oeuvre afin de réaliser l'Agenda d'HABITAT avant la conférence des Nations Unis "Istanbul 5" en 2001 ;
- accueillent favorablement la proposition d'une rencontre d'experts au sujet du développement urbain durable", organisée au Danemark au premier semestre 1999 ;

La prochaine rencontre informelle aura lieu les 9 et 10 septembre 1999 à Kuopio (Finlande). Elle sera consacrée à l'habitat des personnes âgées, ainsi qu'au rapport sur les progrès réalisés dans le domaine du logement et de la construction durables et au rapport issu de la conférence qui aura lieu au Danemark.

Télécoms

La commission économique du Parlement européen a adopté, le 30 octobre 1998, le rapport de Mme Read (PSE, Grande-Bretagne), indiquant que les Etats membres n'ont pas rempli leurs obligations découlant du service universel, notamment du fait de l'augmentation à peu près générale du coût total de l'abonnement téléphonique. De plus, et contrairement à ce que prévoit la législation communautaire, les Etats membres n'ont pris que très peu de mesures en faveur des utilisateurs défavorisés et à faibles revenus. Enfin, la commission parlementaire exprime sa préoccupation devant la baisse du taux de pénétration du téléphone dans certains Etats membres et a invité la Commission à en analyser les causes.

Housing

The **Ministers of Housing of the European Union** held their 10th informal meeting in Graz on the 22 and 23 October 1998, on the subject of "The Employment Effects of the Housing Sector and the Renovation of Dwellings". The communication published at the end of the meeting restates that housing policy comes under the jurisdiction of individual Member States on the one hand, that unemployment holds a central position in the activities of the Union on the other hand, and lastly that 26 million jobs are directly and indirectly dependent on the construction sector.

The communication restates that:

- housing construction contributes significantly to the creation and maintenance of jobs;
- renovation and modernisation, as well as the improvement of the residential neighbourhoods offer many opportunities in this area;
- "new services" for housing are likely to create dynamic forces in terms of social and employment policy.

Under these conditions, the Ministers:

- confirm their request that the Commission favours cooperation between Member States, as well as the regular exchange of qualitative and quantitative information;
- consider that all means should be mobilised to fulfil the Agenda HABITAT, before the United Nations "Istanbul 5" conference in 2001;
- welcome favourably the proposition for a meeting of experts on the subject of sustainable urban development, organised in Denmark during the first half of 1999.

The next informal meeting will take place in Kuopio (Finland), on the 9 and 10 September 1999. It will be dedicated to the housing of senior citizens. It will also examine the report on the progress made in the field of housing and sustainable construction, and on the report that will come out of the conference to be held in Denmark.

Telecommunications

On the 30 October 1998, the Economic Commission of the European Parliament adopted the report by Ms Reed (United Kingdom) which indicates that Member States have not fulfilled their duties in providing a universal service, especially due to the more-or-less general increase in telephone rentals. Furthermore, Member States have taken very few measures favouring underprivileged users or people on low income, a fact that is contrary to Community legislation. Lastly, the Parliamentary Commission has expressed its concern about the fall in the penetration rate of telephone services in certain Member States, and has called upon the Commission to analyse its causes.

Réseaux transeuropéens

Energie. Dans le cadre des réseaux transeuropéens, la Commission, a décidé de cofinancer, pour un montant global de 12,1 millions d'écus, des études de faisabilité de plusieurs projets énergétiques : projets électriques en Allemagne, Irlande, France, Grèce, Italie et Suède ; projets gaziers en Belgique, Danemark, Grèce Irlande. Plusieurs de ces études devront analyser l'impact sur l'environnement des projets envisagés.

Transport.

La Commission a présenté le 28 octobre un rapport-bilan sur la mise en oeuvre du schéma transeuropéen de transport. On y relève, notamment, que les investissements consentis en faveur du rail bénéficient essentiellement à la grande vitesse, alors qu'en terme de distance, le rail conventionnel est largement dominant. En publiant ce rapport, la Commission prépare déjà l'élaboration d'un Livre blanc consacré à la révision des lignes directrices relatives aux réseaux transeuropéens qui devrait être publié à l'été 1999. Ce document stratégique aura pour ambition, notamment :

- de fixer de nouvelles priorités, mieux adaptées aux besoins
- de mieux réaliser une intégration des différents réseaux
- de tenir compte de l'entrée de nouveaux membres dans l'Union.

La commission transport du Parlement européen a, pour sa part, en réponse à la communication de la Commission sur les partenariats publics/privé, adopté le rapport du député Danesin (UPE, Italie) qui souligne l'insuffisance de la contribution publique et la nécessité d'un cadre juridique clair capable d'inspirer confiance aux investisseurs privés en matière d'infrastructures de transport.

Transport aérien

La Commission a décidé, le 30 octobre dernier, de présenter un recours à la Cour européenne de justice contre les huit Etats membres qui ont conclu des accords bilatéraux, dits "open skies", avec les Etats Unis dans le domaine aérien, en violation du traité de l'Union. Il s'agit de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Suède et le Royaume Uni. Cette décision représente l'étape finale de la procédure d'infraction entamée par la Commission en 1995/96 en réponse à l'initiative américaine "open skies" menée avec plusieurs pays européens. Celle-ci avait pu se développer faute d'un accord au sein du Conseil pour conférer à la Commission un mandat suffisamment large pour négocier, au nom de l'Union, un accord global avec les Etats Unis en matière de transport aérien.

Régions

Par une déclaration du 22 octobre dernier, le **Comité des Régions** a invité les Etats membres à préciser clairement les compétences de chaque niveau de pouvoir et à surveiller de près l'application du principe de subsidiarité pour éviter les incessants conflits de compétence que l'imprécision et la généralité des traités européens occasionnaient.

Adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves **informations** en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

Trans-European Networks

Energy. Within the framework of trans-European networks, the Commission has decided to allocate Ecu 12.1 million for the co-financing of feasibility studies of various energy projects: electricity projects in Germany, Ireland, France, Greece, Italy and Sweden; as well as gas projects in Belgium, Denmark, Greece, and Ireland. Several studies are to analyse the environmental impact of the proposed projects.

Transport

On the 28 October, the Commission presented its assessment report of the implementation of a trans-European transport scheme. It is to be noted that the investments accorded in rail transport essentially favour high-speed trains, despite the fact that in terms of distances covered, conventional rail is overwhelmingly dominant. By publishing this report, the Commission is already preparing the drafting of a White Paper dedicated to the revision of the guidelines concerning trans-European networks, which should be published in the summer of 1999. This goals of this strategic document include notably:

- the fixing of new priorities, that are better adapted to needs;
- the better integration of different networks;
- the taking into account of the entry of new Members into the Union.

For its part, the Transport Commission of the European Parliament, in reply to the Commission communication on public/private partnerships, has adopted the report by MEP Danesin (UPE, Italy) which underlines the insufficient public contribution to such partnerships, and the necessity of having a clear legal framework capable of inspiring the confidence of private investors with respect to transport infrastructure.

Air Transport

On the 30 October, the Commission decided to appeal to the European Court of Justice over the so-called bilateral "open-skies" agreements which eight Member State have reached with the United States in the field of air transport and which violate the Union Treaty. The countries involved are Belgium, Denmark, Finland, Germany, Luxemburg, Sweden and the United Kingdom. This decision represents the last stage in the legal proceedings undertaken by the Commission as of 1995/96, in reply to the American "open skies" initiative with several European countries. This initiative developed as no agreement was reached within the Council to provide the Commission with a sufficiently-large mandate to negotiate a global agreement with the United States concerning air transport, in the name of the Union.

Regions

In a declaration on the 22 October, the **Committee for the Regions** has invited Member States to specify clearly the competencies of each level of power and to oversee closely the application of the principle of subsidiarity, so as to avoid unending conflicts of jurisdiction that follow from the imprecision and generalisations of the European Treaties.

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.